

CONTACT

unesco.ca

BULLETIN DE LA COMMISSION
CANADIENNE POUR L'UNESCO



VOLUME 2, NUMÉRO 3
JANVIER 2007



COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO

www.unesco.ca



Dans ce numéro :

Mot de la présidente	3
Mot du secrétaire général	4
Gilbert Laurin nommé ambassadeur du Canada à l'UNESCO	5
Changement à la Direction du Conseil des Arts du Canada	5
Montréal accueille le Directeur général	6
Forum mondial urbain	6
SIDA 2006	7
Lancement canadien du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2007	7
Coalition des municipalités contre le racisme et la discrimination	8
Rencontre des coordonnateurs du réSEAU	8
Les mille mots du photojournalisme	9
Flash Info : Deux nouvelles conventions; l'AGA 2007	9
L'Oréal Canada pour les femmes et la science	9
Calendrier des événements internationaux majeurs	10

Images de la couverture :

Les mille mots du photojournalisme, Ottawa, le 20 novembre 2006.

De gauche à droite : David Gollub, vice-président, Affaires publiques, Association canadienne des journaux; Michèle S. Jean, présidente, Commission canadienne pour l'UNESCO; Anna Kothawala, présidente et directrice générale, Association canadienne des journaux

David A. Walden, secrétaire général de la Commission canadienne, et Sigrid Niedermayer, coordonnatrice internationale, réSEAU des Écoles associées de l'UNESCO

La littérature migrante en question, conférence-débat organisée par l'Espace culturel Malaïka, La Nouvelle Scène, Ottawa, le 4 novembre 2006

CONTACT

Janvier 2007
Volume 2, Numéro 3

350 rue Albert, C.P. 1047, Ottawa, ON K1P 5V8

Téléphone (613) 566-4414

Télécopieur (613) 566-4405

Courriel info@unesco.ca


Site Web www.unesco.ca

Rédacteurs Katherine Berg / Alysouk Lynhiavu

Conception Lise Giguère Design

Photos Commission canadienne pour l'UNESCO
à moins d'avis contraire

ISSN 1705 7981

 Imprimé au Canada sur du papier recyclable.

La Commission canadienne pour l'UNESCO agit en tant que forum pour les gouvernements et la société civile. Elle a pour mandat de favoriser la participation des organismes canadiens et des individus engagés dans les domaines de compétences de l'Organisation internationale : l'éducation, les sciences naturelles et sociales, la culture et la communication. L'UNESCO est la seule agence spécialisée du Système des Nations Unies à posséder un vaste réseau de Commissions nationales mises sur pied par les États membres. Ces Commissions nationales jouent le rôle d'organes de liaison pour toutes les questions qui intéressent l'Organisation.

CONTACT est publié deux fois par année par la Commission canadienne pour l'UNESCO. Son contenu peut être reproduit sans autorisation à condition d'en mentionner la source.

Veuillez adresser vos lettres et commentaires aux rédacteurs en utilisant les informations contenues dans cette page.



Mot de la présidente

Bien que cela soit mon tout premier message à titre de présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, je collabore étroitement avec elle depuis de nombreuses années et notamment en tant que vice-présidente de 2002 à 2006. De plus, ma carrière professionnelle m'a amenée à œuvrer dans bien des domaines qui ont été et demeurent des priorités de l'UNESCO : l'éducation des adultes, l'enseignement supérieur, la santé et les services sociaux, l'éthique et la liberté de la presse de par le travail que j'ai eu à accomplir en tant que journaliste. Aussi, je dois dire que je suis profondément engagée à soutenir les mandats et les objectifs de l'UNESCO et de la Commission canadienne pour l'UNESCO dans le but de favoriser la promotion de la paix, la solidarité et le développement dans le monde.

J'ai eu le privilège de servir à titre de présidente le Comité international de bioéthique (CIB). Le Comité est composé de 36 experts indépendants nommés par le Directeur général de l'UNESCO qui encadrent les progrès des recherches dans les sciences de la vie et leurs applications en veillant au respect des principes de dignité et de liberté de la personne humaine. Au cours de mon mandat (2002-2005), les travaux menés par le CIB ont permis de contribuer à l'adoption par l'UNESCO de deux instruments normatifs, la Déclaration internationale sur les données génétiques humaines (2003) et la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme (2005). Ces instruments viennent compléter la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée en 1997. Encore aujourd'hui, je poursuis le travail entamé pour développer des moyens de sensibiliser les États membres et de promouvoir la mise en œuvre des trois instruments normatifs.

L'UNESCO compte parmi les quelques forums internationaux où de tels enjeux peuvent être débattus, l'objectif ultime étant de parvenir à un consensus sur la formulation de principes universels. Bien que le processus peut parfois être lent, les bénéfices qu'en tirent à long terme les citoyens de tous les pays – et plus particulièrement ceux qui, pour des raisons politiques, sociales ou culturelles, ne peuvent prendre ouvertement part à ces débats – ne peuvent être sous-estimés. Cela est vrai en ce qui concerne la bioéthique, mais également en ce qui a trait aux domaines de l'éducation, des sciences naturelles et sociales, de la culture et du patrimoine, et de la communication et de l'information.

Dans un contexte mondial où les pays tentent de trouver de nouvelles façons de concilier éthique et politique, dans le respect de la diversité culturelle et de la nécessité de vivre ensemble avec en partage des valeurs communes, la Commission canadienne pour l'UNESCO offre une tribune semblable pour débattre de ces questions. La Commission bénéficie de l'apport et de l'engagement de son membership qui s'étend à travers tout le pays. Je formule le vœu de poursuivre ces travaux avec vous au cours des prochaines années afin de mettre en œuvre et de promouvoir le programme de l'UNESCO, et de contribuer à l'avancement de nos objectifs communs.



Mot du secrétaire général

Le 60^e anniversaire de l'UNESCO a permis de jeter un regard sur son histoire et ses réalisations, mais également sur ce qu'on appelle communément le futur rôle de l'Organisation. En 2005, la Conférence générale, organe décisionnel suprême de l'UNESCO, a adopté une résolution sur le sujet, invitant le Directeur général à mener des consultations pour réfléchir en profondeur sur le futur rôle à long terme de l'Organisation. La résolution demandait également à ce que cette réflexion se reflète dans les prochains documents de planification stratégique, ainsi que dans les programmes et budgets.

Le Conseil exécutif de l'UNESCO auquel siège le Canada s'est réuni à deux reprises depuis la Conférence générale en 2005. Cette question a dominé l'ensemble des débats aux cours desquels on s'est penché sur l'apport de l'UNESCO au sein du Système des Nations Unies, ainsi que sur son rôle dans le nouveau modèle « Programmes de pays d'un ONU unifié » proposé dans le cadre de la réforme de l'ensemble du Système des Nations Unies.

Au cours des derniers mois, la Commission a participé activement à ces débats, tant au Conseil exécutif que dans ses rencontres avec les autres Commissions nationales, et à l'élaboration des réponses aux questionnaires de l'UNESCO. Ces discussions ont permis de faire ressortir qu'il était nécessaire pour l'UNESCO d'adapter ses méthodes de travail et d'impliquer davantage les organisations non gouvernementales et les Commissions nationales dans ses programmes d'activités au niveau des pays. Il s'agit là d'une tâche complexe si l'on tient compte du fait que les capacités des Commissions nationales et que la présence et l'étendue de la société civile diffèrent grandement d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Cependant, ne pas entreprendre cette tâche risquerait de remettre en question la pertinence des activités de l'UNESCO.

La Commission canadienne pour l'UNESCO est fière de pouvoir jouer un rôle actif dans ces délibérations. Nous souhaitons que l'Assemblée générale annuelle en mars 2007 nous permettra d'explorer une fois de plus les nombreux enjeux complexes qui relèvent du mandat de l'UNESCO et de bénéficier de l'expérience, des connaissances et de l'expertise de nos membres pour contribuer, ensemble, à définir le futur rôle de l'Organisation internationale.

David A. Walden



Gilbert Laurin nommé ambassadeur du Canada à l'UNESCO

Le 2 octobre 2006, l'honorable Peter MacKay, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, a annoncé la nomination de Gilbert Laurin à titre d'ambassadeur et délégué permanent du Canada auprès de l'UNESCO, à Paris.

Gilbert Laurin est entré à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en 1980 et a été affecté à Marseille, à Paris et à Damas. De 1992 à 1994, il a travaillé au Secrétariat du personnel supérieur au sein du Bureau du Conseil privé, puis est entré au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, où il a d'abord travaillé à la Direction des opérations juridiques. De 1997 à 2001, il a été affecté à Rome, puis à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York, comme ministre conseiller. Il est actuellement ambassadeur et représentant permanent adjoint du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies. M. Laurin succède à M. Yvon Charbonneau.

(Source: Affaires étrangères et Commerce international Canada)



Changement à la Direction du Conseil des Arts du Canada

Robert Sirman a été nommé directeur du Conseil des Arts du Canada pour un mandat de quatre ans. Cette nomination est en vigueur depuis le 26 juin 2006.

Diplômé de l'Université de Toronto, M. Sirman s'est joint au gouvernement de l'Ontario comme rédacteur de discours et conseiller en politiques. En 1975, il contribue à la mise sur pied du premier ministère de la Culture de l'Ontario. En 1980, il devient le directeur des Opérations et le directeur de la Recherche et de la Politique au sein du Conseil des arts de l'Ontario, postes qu'il occupera pendant 10 ans. En 1991, il est nommé directeur administratif de l'École nationale de ballet. Au cours des 15 années qui suivent, il stabilise les finances de l'École et dirige son programme de développement de capital.

M. Sirman possède une vaste expérience professionnelle en matière de gestion des arts et de politiques culturelles. Il est en outre profondément engagé dans le développement des arts dans toutes leurs manifestations. Grand promoteur des arts, il en connaît la valeur pour les communautés et pour la société dans son ensemble. Une de ses premières tâches au Conseil sera de voir aux célébrations entourant le cinquantième anniversaire de l'organisation. En 2007, le Conseil célébrera en effet 50 années de soutien et d'encouragement apportés aux artistes professionnels et aux organismes artistiques à travers le pays.

La Commission canadienne pour l'UNESCO œuvre sous l'égide du Conseil des Arts du Canada.

unesco.ca



Le Directeur général en présence des représentants des Chaires UNESCO.
De gauche à droite: Jean-Paul Lafrance, titulaire, Chaire UNESCO-Bell en communication et développement international, l'Université du Québec à Montréal (UQAM); Magda Fusaro, titulaire depuis le 5 décembre 2006, Chaire UNESCO-Bell, UQAM; Philippe Poullaouec-Gonidec, titulaire, Chaire en paysage et environnement, l'Université de Montréal; Koïchiro Matsuura, Directeur général, UNESCO; Marc Lucotte, responsable, Chaire UNESCO en environnement et développement durable, UQAM; Josiane Boulad-Ayoub, titulaire, Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, UQAM; Claude-Yves Charron, secrétaire général, Réseau des Chaires UNESCO en communication (Orbicom), UQAM.
(Photo: UQAM)

Montréal accueille le Directeur général

Le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a effectué une visite à Montréal du 5 au 7 juin 2006. Invité au 12^e Forum économique international des Amériques / Conférence de Montréal, il s'est adressé aux participants d'une session portant sur la mondialisation et la diversité culturelle. Il a parlé du travail de l'UNESCO au cours des cinq dernières décennies en ce qui a trait à la préservation et la promotion des nombreux aspects de la diversité culturelle dont la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en est la plus récente illustration. Selon lui, « la mondialisation pourrait être et sera probablement une immense avancée dans l'histoire de l'humanité, pourvu que nous sachions en dégager toutes les potentialités et en maîtriser toutes les conséquences. Pourvu surtout qu'elle s'effectue au bénéfice de l'humain dans ses valeurs les plus profondes. »

Profitant de son séjour à Montréal, il a tenu des rencontres bilatérales avec Peter MacKay, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Jean Charest, le premier ministre du Québec, Monique Gagnon-Tremblay, la ministre des Relations internationales du Québec et ministre responsable de la Francophonie, et Line Beauchamp, la ministre de la Culture et des Communications du Québec. Il s'est également entretenu avec la présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, Michèle S. Jean, et le secrétaire général David A. Walden.

Lors d'une cérémonie organisée le 6 juin à l'Hôtel de Ville de Montréal, le Directeur général a présenté au maire Gérard Tremblay un certificat désignant Montréal, Pôle d'excellence en design. Montréal s'ajoute ainsi à la liste des Villes UNESCO du design dans laquelle figurent notamment Buenos Aires et Berlin, et devient membre du Réseau des villes créatives de l'Alliance globale.

Le Directeur général s'est vu remettre la journée suivante un Doctorat Honoris Causa de l'Université du Québec à Montréal. Dans son discours d'acceptation, M. Matsuura a salué l'engagement de l'UQAM envers l'approche interdisciplinaire, un thème majeur de l'UNESCO. Il a également souligné l'importante contribution du Réseau international UNESCO des chaires en communication (ORBICOM), dont le siège se trouve à l'UQAM, à la libre circulation de l'information aux niveaux national et international.



L'UNESCO et la Commission canadienne partagent un kiosque au FUM3

3^e Session du Forum mondial urbain

Du 19 au 23 juin 2006 s'est tenue à Vancouver la 3^e Session du Forum mondial urbain (FUM3). Le Forum avait pour thème « Des villes durables : passer des idées à l'action ». Organisé une fois tous les deux ans, le Forum permet à la société civile, aux gouvernements nationaux, aux leaders municipaux et aux groupes intéressés par les enjeux qu'il soulève de partager leurs expériences et d'examiner les moyens d'améliorer la vie dans les communautés et dans les villes. FUM3, organisé par le gouvernement du Canada en partenariat avec ONU-HABITAT, marquait le 30^e anniversaire de la première conférence de l'ONU sur les établissements humains, tenue à Vancouver en 1976, qui a mené à la création de l'ONU-HABITAT.

Plus de 11 000 participants se sont inscrits au Forum. Les défis que posent l'urbanisation, le logement, la diversité culturelle et l'environnement dans les aires à grande densité de population sont autant de questions qui ont été abordées dans les sessions et les tables rondes.

La Commission canadienne pour l'UNESCO, en partenariat avec l'UNESCO, a étroitement collaboré à l'organisation de trois sessions de réseautage. L'une portait directement sur la Coalition internationale des Villes contre le racisme. L'autre portait sur la gestion de la diversité dans les villes. La contribution de Monsieur Pierre Sané, sous-directeur général pour les sciences sociales et humaines à l'UNESCO, a fait valoir le travail de l'UNESCO dans le combat mené contre le racisme à travers le monde. L'atelier était organisé par la Direction générale des villes et des collectivités d'Infrastructure Canada. La Commission a également participé à l'organisation de la rencontre des partenaires du projet Grandir en Ville.

Deux rencontres internationales se sont tenues parallèlement au Forum mondial urbain. Le Forum mondial des jeunes s'est déroulé du 16 au 18 juin, réunissant plus de 400 jeunes représentant 40 pays. Le premier Forum mondial pour la paix a rassemblé 3 000 participants du 23 au 28 juin sur le thème Les villes et les communautés : œuvrons ensemble pour mettre fin aux guerres et pour édifier un monde en paix, équitable et durable. La Commission a été activement impliquée dans les deux événements.

SIDA 2006

Le XVI^e Congrès international sur le sida, organisé par la Société internationale sur le SIDA et *AIDS 2006 Toronto Local Host*, s'est tenu à Toronto du 13 au 18 août 2006 autour du thème « Passons aux actes ». Près de 25 000 scientifiques, militants, jeunes, leaders politiques et personnes vivant avec le VIH/SIDA de partout dans le monde, se sont réunis pour discuter des promesses et des progrès réalisés pour élargir l'accès aux traitements, aux soins et à la prévention.

L'un des organisateurs de l'événement était le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) qui coordonne les efforts et les ressources de 10 agences du Système des Nations Unies, y compris l'UNESCO, dans l'Initiative mondiale. L'UNESCO s'est engagée à tisser un réseau solidaire d'éducation préventive contre le sida. Elle a d'ailleurs organisé, dans le cadre du Congrès, cinq sessions portant sur l'éducation et la prévention.

Les jeunes ont joué un rôle important lors de l'événement. La Commission canadienne pour l'UNESCO, représentée par sa chargée de programme, Jeunesse, a travaillé avec des organisations non gouvernementales afin de s'assurer que le point de vue des jeunes soit inscrit à l'ordre du jour de la rencontre.

Lancement canadien du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2007

À l'occasion du Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal, en 2000, 164 pays s'étaient engagés à réaliser les six objectifs du Programme Éducation pour tous d'ici 2015. Ces objectifs permettraient de répondre de façon significative aux besoins fondamentaux de chaque individu, enfant, jeune ou adulte. Le premier objectif concerne le développement et l'amélioration de la protection et l'éducation de la petite enfance.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2007 est un moyen d'évaluer la progression vers les six objectifs de l'EPT à travers le monde et d'influencer les politiques en matière d'éducation. Le Rapport « Un bon départ » examine les enjeux que soulèvent la protection et l'éducation de la petite enfance. La Commission canadienne pour l'UNESCO, de concert avec le Consultative Group on Early Childhood Care and Development et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a organisé le lancement canadien du Rapport mondial à l'Université Ryerson, le 3 novembre 2006.



Nicholas Burnett, directeur de l'équipe internationale responsable du Rapport
(Photo: Université Ryerson)

Nicholas Burnett, le directeur de l'équipe internationale indépendante responsable du Rapport dont les bureaux sont au Siège de l'UNESCO, a souligné l'importance de l'approche holistique pour réaliser les six objectifs de l'EPT. Bien que des progrès aient été réalisés, beaucoup reste à faire. Dans sa présentation, il a mentionné que 77 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et que le taux des adultes alphabétisés demeurent encore bas. Il a également rappelé aux participants qu'il existe un besoin urgent de recruter des enseignants et de les former, et de repenser le secteur de la formation des enseignants. Le Rapport est disponible à www.efareport.unesco.org

Municipalités contre le racisme et la discrimination : expansion de la Coalition

Dix municipalités à travers le pays ont pris la décision de se joindre à la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination : la Municipalité régionale de Wood Buffalo (Alberta), Calgary (Alberta), Saskatoon (Saskatchewan), Thunder Bay (Ontario), Toronto (Ontario), Windsor (Ontario), Montréal (Québec), Gatineau (Québec), Edmonton (Alberta) et Drayton Valley (Alberta). La Coalition permet à ces municipalités de renforcer le travail déjà entrepris dans leur juridiction respective tout en tenant compte de celui des autres municipalités à travers le Canada.

En 2004, l'UNESCO lançait son projet de Coalition internationale des villes contre le racisme avec pour objectif d'établir un réseau de villes intéressées à un échange de pratiques en vue d'améliorer leur capacité à lutter contre le racisme, la discrimination et la xénophobie. De janvier à juin 2005, la Commission canadienne pour l'UNESCO a développé des partenariats et élaboré son propre appel adapté au contexte canadien. L'Appel à une coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination a été officiellement lancé lors de la Conférence annuelle de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (ACCCDP), à Saskatoon. Outre les municipalités, les partenaires de la Coalition comprennent également des organisations non gouvernementales, la Fondation canadienne des relations raciales, des commissions des droits de la personne (Alberta et Ontario), des associations de municipalités – la Fédération canadienne des municipalités (FCM), l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et l'Association des municipalités urbaines de l'Alberta – des chercheurs et des spécialistes.

Un groupe de travail pancanadien a produit une brochure décrivant le processus permettant aux municipalités de se joindre à la Coalition. Le groupe de travail y propose une déclaration d'engagements communs et des modèles de plan d'action. La brochure est disponible sur le site Web de la Commission canadienne pour l'UNESCO : <http://www.unesco.ca/fr/activite/sciences/default.aspx>



Remise des plaques commémorant le statut d'École associée de l'UNESCO en Alberta

Rencontre des coordonnateurs du réSEAU

Les 21 et 22 septembre 2006, les coordonnateurs du Réseau canadien des écoles associées (réSEAU) se sont réunis à Ottawa pour dresser un bilan des progrès accomplis à travers le pays et discuter des orientations futures du réSEAU au Canada. Des représentants de huit provinces et territoires ont pris part à cette rencontre, ainsi que Sigrid Niedermayer, la coordonnatrice internationale du réSEAU à l'UNESCO. Mme Niedermayer a informé l'assemblée des projets récents, des priorités et des objectifs établis pour le réSEAU, et sur la façon dont l'UNESCO peut appuyer le travail des réseaux nationaux. Les participants ont ainsi eu l'occasion de partager leurs expériences et de discuter des mesures à prendre pour consolider le réSEAU.

Les mille mots du photojournalisme

La Commission canadienne pour l'UNESCO, en collaboration avec l'Association canadienne des journaux, a organisé une exposition consacrée aux photojournalistes canadiens au Constitution Square, à Ottawa, qui s'est tenue du 20 novembre au 1^{er} décembre 2006. L'objectif visé par l'exposition était de rendre hommage aux photojournalistes en rappelant les risques qu'ils prennent et les sacrifices qu'ils font pour illustrer l'actualité. Onze quotidiens ainsi que la Presse canadienne ont présenté des photographies couvrant l'actualité des 40 dernières années.

Lors du lancement de l'exposition, Michèle S. Jean, présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, Anne P. Kothawala, présidente et chef de la Direction de l'Association canadienne des journaux, et Wendy Wagner, du Cabinet d'avocats Gowling Lafleur Henderson LLP, ont rappelé que la liberté de la presse relève de l'indépendance des médias et de la capacité des journalistes, des photojournalistes et des professionnels de l'information d'accomplir leur travail sans restriction. La volonté et la détermination d'assurer « la libre circulation des idées par le mot et par l'image » sont ancrées dans l'Acte constitutif de l'UNESCO. Cette liberté est cruciale pour atteindre les objectifs fixés par l'Organisation internationale.

FLASH INFO

Deux conventions, adoptées par la Conférence générale en 2005, entreront en vigueur en 2007 trois mois après le dépôt de la 30^e ratification pour chacune d'elles. Le Canada a accepté les deux conventions, dont les textes sont disponibles à www.unesco.org

La Convention internationale contre le dopage dans le sport entrera en vigueur le 1^{er} février 2007, et
La Convention de l'UNESCO pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles entrera en vigueur le 18 mars 2007. Le Canada est le premier pays dans le monde à l'avoir acceptée.

47^e Assemblée générale de la Commission canadienne pour l'UNESCO

Thème : Rallier les réseaux, partager les idées
Lieu : Ottawa, Ontario
Date : les 16 et 17 mars 2007

Surveillez l'information à ce sujet sur notre site Web : www.unesco.ca

L'ORÉAL Canada pour les femmes et la science

Le Programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science a été créé à Paris en 1998 par le Groupe L'Oréal et a pour objectif d'améliorer la situation des femmes dans les sciences en récompensant des chercheuses exceptionnelles et des jeunes femmes scientifiques au niveau du doctorat et du post-doctorat engagées dans des projets exemplaires et prometteurs.



De gauche à droite, Michèle S. Jean, présidente de la Commission canadienne; Linda Furlini et Mariela Segura, les deux récipiendaires des bourses d'excellence L'Oréal Canada pour les femmes et la science; et Javier San Juan, directeur général de L'Oréal Canada

En 2003, L'Oréal Canada, en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, a mis sur pied des bourses de mentorat L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science afin de récompenser deux jeunes femmes scientifiques au niveau du doctorat et de les encourager à poursuivre leurs études. Les deux récipiendaires sont également appelées à partager leurs expériences en participant au Programme de mentorat pour les filles. Deux nouvelles bourses, les bourses d'excellence L'Oréal Canada pour les femmes et la science, ont été créées en 2006. Elles visent à soutenir des projets de recherche post-doctoraux d'exception. Michèle S. Jean, présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, siègeait au Comité de sélection de L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science.

Cette année, les bourses de mentorat ont été remises à Tiffany Edgcombe (biomécanique et le sport) et à Sylvia Drabycz (génie biomédical), toutes deux de l'Université de Calgary. Les premières récipiendaires des bourses d'excellence sont Linda Furlini (sciences de la santé – vieillissement), et Mariela Segura (maladies infectieuses et immunologie), toutes deux de l'Université McGill.

Calendrier des événements internationaux majeurs

14 – 16 février 2007

35^e Session du Conseil scientifique du Programme international de géosciences (PICG)

Siège de l'UNESCO

Paris, France

10 – 26 avril 2007

176^e Session du Conseil exécutif de l'UNESCO

Siège de l'UNESCO

Paris, France

3 – 6 mai 2007

13^e Foire internationale du livre - Bookworld 2007

Prague, République tchèque

28 – 31 mai 2007

Building the Scientific Mind (BtSM2007)

Learning Development Institute et Emily Carr Institute

Vancouver, Colombie-Britannique

19 – 28 juin 2007

24^e Session de l'Assemblée de la Commission océanographique intergouvernementale (COI)

Paris, France

25 septembre – 11 octobre 2007

177^e Session du Conseil exécutif de l'UNESCO

Siège de l'UNESCO

Paris, France

16 octobre – 3 novembre 2007

34^e Conférence générale de l'UNESCO

Paris, France

26 – 28 novembre 2007

4^e Conférence internationale sur l'éducation relative à l'environnement

Ahmedabad, Inde

4 – 8 février 2008

3^e Conférence mondiale sur les réserves de la biosphère

Madrid, Espagne

Et prenez note :

L'Année polaire internationale 2007-2008

L'Année internationale de la planète terre 2007-2009